Numéro 29
Février 2014
Publication
«CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

The Chambers Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Vu d'en haut

Mohamed Choucair

Le regard qui s'étale sur la réalité d'un pays saisit à la fois l'économique, le social, le politique, le passé, l'avenir... autant de thèmes différents et pourtant intimement liés. Il n'est pas d'économie prospère sans politique saine, il n'est pas de stabilité politique sans stabilité sociale. Cela n'est pas faux, mais il s'agit de bien plus que cela. L'esprit porte son jugement sur un ensemble impondérable, mais quand il cherche à l'expliquer, il a recours aux détails de sa compétence et/ou de sa connaissance. Le moins que l'on puisse dire est que cela se passe au détriment de la rationalité.

Par définition, l'économique représente une accumulation de capitaux et de savoirs qui déterminent le niveau de vie de la nation. Un régime politique instable se répercute fatalement sur l'investissement, les opportunités de financement et la hausse des taux d'intérêt, déprime la croissance et détériore la répartition. Les compétences émigrent, à la recherche de conditions plus favorables.

Le monde de l'action est très divers. Parions qu'il peut toujours surprendre. Dans une conjoncture politique instable, nous essayons de résoudre les conflits et d'améliorer la sécurité. Les conflits sociaux qui dorment en sourdine vont s'étaler au grand jour, le bénéfice sur le plan économique est douteux.

Donnons la priorité au social, améliorons les avantages sociaux – santé, éducation, habitat – Cela est de nature à consolider une conjoncture politique favorable, mais ne suffit pas à créer une embellie sur le terrain. Entretemps, le coût peut être important et se répercuter négativement sur les finances de l'État et le niveau de vie des citoyens.

Donnons la priorité à l'économique. Qui va investir en l'absence de sécurité? Qui va même visiter le pays? Faut-il soutenir l'économie par des moyens qui lui sont étrangers? François Hollande, déçu par la tendance de la courbe du chômage, a conclu pour son pays un contrat militaire en Arabie saoudite. Les grandes nations ont souvent eu recours à cet expédient par le passé. Mais est-ce une façon saine de gérer l'économie?

Il n'en demeure pas moins que les crises passent et les économies se rétablissent. Rarement grâce à l'initiative des gouvernants, souvent à cause d'un évènement fortuit qui rétablit l'équilibre rompu – le terme s'est échu tout seul dans la logique du raisonnement – c'est «l'équilibre» des facteurs qui est à la base de la croissance.

Sur le plan social, puisque la finalité de l'économique, comme du politique, est le social, il n'est pas nécessaire que tout le monde soit égal, mais il est important que chacun ait une activité lucrative et bénéficie des mêmes droits et avantages que la nation est en mesure de lui procurer.

L'économie de marché a fait ses preuves, il n'est pas nécessaire d'en trouver d'autres, à condition qu'elle remplisse son objectif social: le plein emploi. Cela suppose l'absence de manipulation publique ou privée, de décisions administratives ou de pratiques monopolistiques.

Enfin, nul ne cherche à empêcher la disparité politique, mais à respecter les valeurs humaines et les règles du jeu démocratique. Le conflit est nécessaire à un sain exercice du pouvoir.

Ce que nous avons mentionné, ce sont des objectifs politiques, économiques, sociaux dont la jonction crée un terrain favorable au développement. Il reste à définir la méthode à appliquer pour les faire éclore. Je n'en vois qu'une: la gouvernance.

Sur le plan politique, il ne s'agit pas de s'entendre mais de ne pas bloquer les institutions nécessaires au bien économique et social.

Sur les plans économique et social, il s'agit d'assurer le plein emploi et donc de réviser les politiques économiques et/ou sociales en fonction de cet objectif. Le plein emploi est indispensable pour diminuer la pauvreté et la marginalisation dont souffre un tiers de la population.

INDEX

Riad Salamé: Notre secteur bancaire est sûr, malgré la conjoncture régionale

Achrafieh 2020, un rêve en action

Lebanon Week in Jeddah – April 5-7, 2014

CCIA-BML

P02. Riad Salamé: Notre secteur bancaire est sûr, malgré la conjoncture régionale

P04. Fouad El Khazen: Notre objectif est de devenir la banque des PME

P05. Lancement du Centre libanais d'arbitrage et de médiation: une première dans la région

FCCIAL

P06. Journée du Liban à Marseille

P07. Mansour Machaalany salue les efforts des organismes économiques et dénonce la passivité de l'État

P08. Achrafieh 2020, un rêve en action

P09. L'exposition de photographie Photomed éclaire un Liban assombri par les attentats

P10. Le secteur de l'énergie, entre problèmes structurels et défis conjoncturels

P11. CCIAS: Promising and outstanding achievements for 2013

P11. Lebanon in figures

P12. LACTIMED Project Workshop on the Cooperation in the Dairy Sector in the Bekaa valley

P13. Lebanon's First Off Shore Oil and Gas Reserves: Planning the Road Ahead

CCIA-BML

P14. Lebanon Week in Jeddah – April 5-7, 2014

P16. Preparing the Grounds for Oil and Gas: Economic Impact and Investment Opportunities

P17. MedDiet event at Maghdouche

P18. The Chamber's Elections of 2014: Announcements and Winners

P19. Conferences, exhibitions & Business opportunities

P20. Our services

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Riad Salamé: Notre secteur bancaire est sûr, malgré la conjoncture régionale

Marilyne Jallad

Le gouverneur de la Banque du Liban estime qu'il n'y a pas lieu de craindre une dépression économique, l'économie libanaise étant parvenue à atteindre une croissance de 2,25%. Riad Salamé affirme toutefois que tous les efforts fournis par la BDL ne peuvent remplacer l'entente nationale et la stabilité politico-sécuritaire qui restent deux piliers indispensables à l'essor du pays.

En l'absence d'un gouvernement, la BDL relève tous les défis économiques, et ils sont nombreux. Commentaire.

La stabilité politique est essentielle pour le bon fonctionnement de l'économie. Mais tant que les tensions perdurent, celles-ci affectent non seulement la croissance économique mais aussi le ratio de la dette par rapport au PIB. Ainsi, en l'absence de gouvernement, il est impossible d'émettre des titres en devises étrangères. Cela pousse la BDL à intervenir en vendant des titres de son portefeuille ou en émettant des certificats de dépôt en dollars américains afin d'assurer les besoins du pays en devises étrangères. La politique de la Banque du Liban vise à maintenir la solvabilité de l'État libanais pour éviter les répercussions sur le secteur bancaire et protéger la réputation du Liban.

Nous faisons également face aujourd'hui à un défi majeur qui est celui de la présence de plus d'un million de réfugiés syriens sur notre territoire, ce qui représente un coût direct de 3 milliards d'euros, selon la Banque mondiale, soit 7% du PIB.

Dans cette conjoncture assez difficile, la BDL œuvre à maintenir la stabilité des prix et la stabilité économique avec les prérogatives qui lui sont octroyées par le code de la monnaie et du crédit.

Dans ce cadre, la BDL dispose des moyens financiers nécessaires et de la technicité requise pour assurer la stabilité de la livre et contrer toute pression sur le marché des changes. Nos réserves en devises étrangères, qui s'élèvent à plus de 35 milliards de dollars, renforcent notre capacité à intervenir sur le marché.

De même, nous avons injecté plus de 1,5 milliards de dollars dans l'économie libanaise afin de relancer la croissance, et cette intervention nous a permis d'enregistrer une croissance approximative de 2,25% malgré la situation.

Les incertitudes régionales et nationales pèsent sur la croissance de l'économie libanaise qui connaît un grand ralentissement. Y a-t-il un risque de dépression?

La situation économique est influencée par la sécurité et les événements politiques qui jouent sur le comportement du consommateur ou de l'investisseur.

Mais la peur d'une dépression est loin d'être justifiée, car malgré cet environnement d'incertitude, l'économie libanaise a pu atteindre une croissance de 2,25%.

Notons que cette croissance reste bien en deçà du potentiel du pays. Une stabilisation de la situation politico-sécuritaire à l'intérieur du pays pourrait permettre une reprise rapide de l'activité économique car les bases de ce rebond sont présentes: une politique monétaire crédible et efficace, un modèle financier performant et robuste, la disponibilité de liquidités importantes et un capital humain dynamique et compétitif.

Sans stabilité et entente politique les réformes nécessaires pour créer un environnement propice à l'investissement, à la création d'emplois et à la réduction du déficit public ne seront pas mises en place. Quelles sont les solutions alternatives?

La Banque centrale a commencé il y a deux ans à utiliser la solidité monétaire dont elle jouit au service de la croissance économique et de la stabilité sociale.

> « LA BANQUE CENTRALE A COMMENCÉ IL Y A DEUX ANS À UTILISER LA SOLIDITÉ MONÉTAIRE DONT ELLE JOUIT AU SERVICE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE LA STABILITÉ SOCIALE »

En raison de la conjoncture régionale, et pour pallier l'absence de demande externe, la BDL a adopté, début 2013, un plan de relance des crédits de 1,46 milliards de dollars sous forme de prêts bonifiés accordés aux banques libanaises à un taux d'intérêt de 1%. Les fonds ont été alloués aux banques et dirigés vers des secteurs économiques vitaux comme l'habitat, l'énergie renouvelable, l'environnement, la recherche et le développement, l'éducation et le soutien à de nouveaux projets dans les secteurs productifs à des taux d'intérêt réduits fixés par la BDL. Cette initiative a porté ses fruits.

C'est dans cet esprit que nous avons décidé de réinjecter 500 milliards de livres libanaises début 2014. Cette enveloppe est moins importante que celle allouée en 2013 mais devrait permettre de maintenir un équilibre entre les besoins économique et la liquidité injectée dans le marché pour contenir l'inflation et préserver la stabilité de la livre et des taux d'intérêt.

De même, nous avons mis à la disposition de l'innovation et de la créativité la somme de 400 millions de dollars. Pour la première fois au Liban, les banques libanaises peuvent soutenir les start-ups, incubateurs/accélérateurs ainsi que les investisseurs à risques par le biais de la capitalisation sans passer par les crédits traditionnels. De cette façon, notre secteur bancaire vise aujourd'hui à développer l'économie du savoir au Liban et à soutenir les capacités intellectuelles et créatives en permettant la réalisation et la matérialisation des idées innovantes.

Cela va permettre de créer des opportunités d'emplois pour les jeunes et d'accroître la compétitivité du pays afin de surmonter tous les indicateurs dans le rouge, notamment le ratio dette/PIB ou le déficit public.

La BDL a lancé un programme de 1,2 milliards de dollars en 2013 pour fournir 96 000 prêts bonifiés au secteur du logement. Ce programme a-t-il réalisé ses objectifs?

Les banques commerciales ont accordé 96 000 prêts de logements grâce aux taux d'intérêt bonifiés par la Banque du Liban et au surplus de liquidités disponibles à la Banque centrale sans que ces opérations ne présentent de risque pour la stabilité de la monnaie. Nous avons mis à profit ces liquidités pour aider les ménages, parce qu'il est important pour chaque Libanais de posséder une maison.

De même, si l'acquisition d'un bien immobilier est un facteur social important, le développement du secteur immobilier a des effets sur plusieurs autres secteurs de l'économie libanaise.

Le but de la politique de subvention de la Banque centrale est d'aider les ménages libanais, notamment les jeunes couples, à se loger et de contribuer ainsi à plus de stabilité sociale.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Vous avez déclaré à maintes reprises en 2013 que les banques libanaises ont réussi à surmonter les effets négatifs du conflit syrien et à accroître les réserves et les provisions. Êtes-vous toujours optimiste?

Nous avons pu gérer et dépasser les risques qu'auraient pu encourir nos banques en Égypte, en Syrie ou à Chypre. Aujourd'hui, l'exposition au risque de la Syrie, que ce soit au Liban ou à cause des banques libanaises en Syrie, a chuté de 5 milliards à 1 milliard de dollars, des réserves d'environ 600 millions de dollars ont été constituées. Nous ne voyons donc aucune vulnérabilité provenant de la crise syrienne sur nos banques. Nous avons également pris des mesures pour protéger le capital des banques en Égypte, et les liquidités des banques à Chypre étaient suffisantes pour rembourser tous les déposants.

> LA LIVRE LIBANAISE EST STABLE ET LES INSTITUTIONS BANCAIRES SONT SOLIDES

Grâce aux politiques financières que nous mettons en œuvre, notre secteur bancaire reste sûr, malgré la conjoncture régionale.

La livre libanaise est stable et les institutions bancaires sont solides. Nous ne nous attendons pas à des conséquences néfastes sur nos banques même si la situation politico-sécuritaire dans les pays voisins devait empirer.

Pouvez-vous confirmer que les taux des bons du Trésor sont restés stables dans cette conjoncture de crise?

Grâce à une gestion efficace de la liquidité par le biais d'outils d'ingénierie financière, et tout en respectant les tendances du marché, nous avons permis aux taux d'intérêts d'atteindre l'équilibre approprié pour attirer les fonds nécessaires au financement du secteur public et stimuler l'entrée de capitaux vers le pays.

Nous interviendrons toujours dans le marché des bons du Trésor, dans le but de maintenir la stabilité des taux d'intérêt sans toutefois neutraliser les tendances du marché.

Il n'y aura aucun changement sur le marché, que ce soit au niveau des intérêts ou de la solidité de la situation monétaire et de la sécurité du secteur bancaire.

Il faut maintenir les intérêts stables d'autant plus que les intérêts sur les prêts aux logements et à la consommation sont liés aux bons du Trésor. Il est donc nécessaire de maintenir la stabilité des intérêts car un taux d'intérêt élevé est nuisible au niveau social.

Quelle est votre vision pour 2014?

La Banque centrale n'a pas l'habitude de faire des pronostics, d'autant que la situation politique au Liban et dans la région est assez volatile.

Malgré toutes les difficultés et les défis auxquels nous faisons face, notre atout a toujours été notre capacité à prendre les mesures préventives nécessaires afin de pallier tout imprévu. Cette politique conservatrice a prouvé sa justesse. Malgré le nombre de crises auxquelles nous avons dû faire face par le passé, nous sommes toujours sortis presque indemnes.

Ainsi, nous croyons que nous aurons, en 2014, les capacités nécessaires pour maintenir à la fois la stabilité financière et la stabilité des taux d'intérêt et de la monnaie.

Cependant, malgré tous les efforts fournis par la BDL, l'entente et la stabilité politico-sécuritaire restent deux piliers indispensables à l'essor du pays.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Fouad El Khazen: Notre objectif est de devenir la banque des PME

Pour le président de la Banque de l'Industrie et du Travail, l'objectif de l'association de la BIT avec la Chambre de commerce de Beyrouth et le Fonds FARO est de soutenir les PME innovantes.

La Banque de l'Industrie et du Travail a signé un accord de coopération avec la Chambre de commerce de Beyrouth dans le cadre du projet FARO pour financer les petites entreprises innovantes. Quel en est l'objectif?

L'accord signé avec la Chambre de commerce de Beyrouth dans le cadre du projet FARO s'inscrit dans la vision et la stratégie de la Banque de l'Industrie et du Travail (BIT): nous croyons qu'une collaboration solide entre les principaux acteurs de l'économie, tels que la Chambre de commerce, le Fonds FARO et la BIT, peut contribuer au développement des entreprises innovantes et dynamiques et à la relance efficace du marché. L'innovation occupe une place cruciale dans le développement des PME, acteurs indispensables au tissu économique libanais. L'objectif principal de notre association, avec la Chambre et le Fonds FARO, est de soutenir les PME innovantes dans un contexte économique difficile, un marché saturé et une situation géopolitique instable.

Quelle est la stratégie de la BIT vis-à-vis des PME?

Notre objectif est de devenir la banque des PME. La BIT croit fermement que les PME sont le pilier et le moteur de toute économie. En dépit de certains défis inhérents, les PME représentent un segment substantiel et économiquement significatif, connaissant une forte croissance sur le marché libanais. L'expansion des PME est un facteur central pour la croissance économique du pays à travers la création d'emplois et l'innovation. Les PME sont donc un des vecteurs principaux du développement du secteur privé au Liban. La BIT se veut ainsi le partenaire de choix des PME en proposant non seulement des produits conçus spécifiquement pour répondre à leurs besoins, mais également en facilitant l'accès au financement, obstacle majeur auquel font face les PME, et surtout en offrant un service d'accompagnement personnalisé, proactif, rapide et ponctuel, appuyant les PME dans chaque étape de leur évolution.

Quelle est la place de l'innovation dans l'économie libanaise? La BIT soutient-elle suffisamment les secteurs innovants?

L'innovation est une force motrice fondamentale du développement économique de tout pays. Elle est un ingrédient indispensable pour une croissance économique accélérée et pour l'épanouissement des marchés à travers la création de PME et l'amélioration continue de la compétitivité des entreprises. Sur la scène libanaise, l'instabilité politique chronique ainsi que le manque de stratégie nationale claire et structurée orientant le développement durable, ralentissent la croissance du marché, notamment en matière d'innovation. À ce titre, le rapport 2013 de l'INSEAD classe le Liban 75ème sur 142 pays en matière d'innovation, mentionnant un recul de 14 places par rapport à 2012. En revanche, plusieurs initiatives encourageantes sont lancées pour solidifier la confiance des investisseurs et tendre la main aux PME face aux obstacles d'ordres économique et structurel, dont le Fonds FARO, l'unité des PME au ministère de l'Économie et du Commerce, Kafalat et Berytech pour n'en citer que quelques-uns. L'alliance stratégique entre la Chambre de commerce, le Fonds FARO et la BIT est une composante majeure de notre stratégie d'expansion. Cet accord témoigne de l'importance qu'accorde la BIT à une collaboration étroite entre les secteurs public et privé pour soutenir adéquatement et de façon dynamique les PME.

> « LE MARCHÉ LIBANAIS RENFERME UN POTENTIEL INEXPLOITÉ DE RICHESSE ÉCONOMIQUE: LES PME »

Vous êtes le «premier entrepreneur» au Liban. Comment percevez-vous la conjoncture actuelle?

Grâce à un environnement de marché libre et une tradition de laissez-faire, le Liban a atteint une croissance économique record jusqu'en 2010. Depuis, les tensions politiques régionales et internes ont eu de nettes répercussions sur l'économie libanaise en touchant notamment les secteurs du tourisme et de l'immobilier. Nonobstant la situation politique précaire et le ralentissement économique, le secteur bancaire a connu une expansion modeste. Avec leurs activités soutenues et fructueuses ainsi que leur solidité, les banques libanaises ont su faire face à ce contexte difficile. Ces dernières ont abordé le marché de manière à miser sur les institutions financières, piliers de l'économie libanaise, pour relancer l'activité privée en les incitant à investir dans les start-ups, les opportunités d'incubation ou les entreprises en croissance, encourageant de ce fait l'esprit d'entreprise et la création d'emplois.

Quels sont les secteurs les plus en difficulté?

Tous les secteurs d'activité ressentent le poids de la crise politique qui sévit. Le secteur bancaire, qui jusqu'alors avait généré des profits records, ne fait pas exception à la règle. Cependant, le tourisme et l'immobilier sont les plus gravement affectés. L'activité touristique, correspondant à 25% des emplois et 20% du PIB, a chuté de 16%, entraînant avec elle d'autres secteurs, dont celui du commerce et de la restauration qui souffre d'une fuite de la main d'œuvre qualifiée.

Quelles sont les actions de soutien des banques à ces secteurs?

Malgré ces nombreux défis, les banques demeurent au cœur de l'économie libanaise et contribuent activement à encourager l'activité privée. Par ailleurs, la Banque centrale, ainsi que d'autres organismes tels que le ministère de l'Économie et du Commerce et la Chambre de commerce, conjuguent leurs efforts avec le secteur privé afin de relancer l'économie et de contrôler les équilibres macroéconomiques. Ces intentions se traduisent à

l'heure actuelle par des initiatives concrètes à l'image de l'entente signée entre la Chambre de commerce, le Fonds FARO et la BIT.

Comment soustraire l'économie à la conjoncture politique?

Il est évident que les conjonctures politiques et économiques sont interdépendantes et indissociables. En revanche, il est possible pour l'économie libanaise d'acquérir une sorte d'indépendance en devenant moins vulnérable aux chocs extérieurs, et ce en construisant des bases robustes diminuant l'impact des tourmentes locales et régionales. Le marché libanais renferme un potentiel inexploité de richesse économique: les PME. Doté d'une Banque centrale solide, contribuant activement à la dynamisation de la croissance économique, le Liban a tissé des liens étroits avec les pays environnants, les États-Unis et l'Europe, sources d'échanges propices à la croissance. En outre, l'injection constante de capitaux de la diaspora libanaise est un atout important permettant d'alléger l'impact des contraintes financières locales. Pour promouvoir un environnement économique stable, il est primordial de maintenir un climat de collaboration entre les secteurs public et privé en incitant le financement privé dans les PME innovantes, en adoptant une politique fiscale favorable, en encourageant l'expansion d'un marché de capital-risque, en cultivant l'esprit entrepreneurial, et enfin en accompagnant les PME tout au long de leur développement.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lancement du Centre libanais d'arbitrage et de médiation: une première dans la région

Le Centre libanais d'arbitrage et de médiation a été au cœur d'un colloque organisé par et à la Chambre de commerce de Beyrouth, sous le parrainage du ministre sortant de la Justice.

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة
LEBANESE ARBITRATION & MEDIATION CENTER

De gauche à droite Mohamed Choucair, Chakib Cortbawi et Salah Osseiran

À l'occasion de l'adoption d'un Centre libanais d'arbitrage et de médiation par l'ASCAME, une conférence intitulée «Centre Libanais d'Arbitrage et de Médiation - un pas en avant», s'est tenue le 14 janvier dernier dans les nouveaux locaux de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban.

Cette conférence, parrainée par le ministre sortant de la Justice, a rassemblé outre Chakib Cortbawi, le ministre sortant de l'Information, Walid Daouk, le président de l'Association des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas, le président de la Chambre de commerce internationale, Wajih Bizri ainsi que les vice-présidents de la CCIA-BML, Mohammad Lamaa, Gaby Tamer, Dr. Nabil Fahd et le président de la comission économique de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, Salah Osseiran. Étaient aussi au rendez-vous plusieurs membres du conseil d'administration de la chambre, économistes, hommes d'affaires et avocats.

CHOUCAIR: PREMIER CENTRE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION DANS LE BASSIN MÉDITERRANÉEN

«Nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui que le Centre libanais d'arbitrage et de médiation de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a été adopté par l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME) comme le premier Centre d'arbitrage et de médiation dans le bassin méditerranéen», a déclaré Mohamed Choucair dans son discours d'ouverture. Il a poursuivi son propos en affirmant que «l'adoption de ce Centre par l'ASCAME, qui comprend près de 250 Chambres de commerce, est symbolique de la reconnaissance qu'elle accorde au professionnalisme de ce centre et à la qualité de ses services». Il est bon de noter que ce dernier s'inscrit directement dans les tâches assignées à la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret de loi 36\67 qui prévoit le règlement des différends par la conciliation. «Cela contribuera à faciliter les relations commerciale, locale et internationale, et à encourager l'investissement et l'emploi dans les zones de travail et les secteurs de production», a-t-il aussi ajouté.

Puis il a fait un bref retour sur l'historique du Centre libanais d'arbitrage qui a été créé en 1995 pour se charger du règlement des différends et il a souligné «qu'au cours de ces quatre dernières années j'ai pu suivre le rythme de ses travaux et son évolution dans le domaine du règlement des différends et c'est là qu'est venue la décision de créer le Centre libanais de médiation au cours de l'année 2012». Ce Centre s'engage également à promouvoir la culture de la médiation dans le monde des affaires à travers la formation des médiateurs de tous les secteurs. Avant de conclure, le président Choucair a tenu à rappeler et à souligner le rôle et les efforts déployés par Chakib Cortbawi depuis 1997 auprès des avocats en faveur d'un Centre d'arbitrage au Liban. «Grâce à cette réalisation, nous avons contribué à la création d'un moyen juridique alternatif bien établi qui allégera le fardeau des tribunaux et nous espérons que cela contribuera à l'aide de la communauté des affaires loin de la complexité des procédures judiciaires avec des moyens rapides et confidentiels», a conclu Mohamed Choucair.

OSSEIRAN: FAIRE DU LIBAN UN CENTRE D'ATTRACTION ET UNE DESTINATION CLÉ POUR L'ARBITRAGE RÉGIONAL ET INTERNATIONAL

Pour sa part, le président de la commission économique de la Chambre de commerce de Beyrouth, Salah Osseiran, a assuré travailler sans relâche «afin de surmonter les difficultés économiques actuelles et regarder vers l'avenir avec une vision optimiste». Selon lui, «la décision prise par la chambre, il y a deux ans, de créer un Centre de médiation pour former, avec le Centre d'arbitrage qui existe depuis 1995, une unité avec deux ailes complémentaires à l'État», poursuit cet objectif. Il a aussi tenu à saluer le rôle joué par Mohamed Choucair «qui a fait de ce centre une plaque tournante régionale pour les pays méditerranéens». Cela devrait contribuer, selon lui, à faire du Liban un centre d'attraction et une destination clé pour l'arbitrage régional et international. Cela permettra aussi que les prochains projets commerciaux soient gérés et réglementés par l'Union pour la Méditerranée (UpM) avec l'aide de l'ISPRAMED et le parrainage par la Chambre de Commerce de Milan en Italie.

CORTBAWI: LA JUSTICE EST AU CENTRE DE L'ÉTAT DE DROIT AUQUEL NOUS RÊVONS ET DONT NOUS SOMMES ENCORE LOIN

«Malgré notre situation politique, sécuritaire et économique pour l'expansion de l'activité du Centre libanais d'arbitrage et de médiation, cette initiative a été possible grâce à la présence d'avocats performants dans notre pays, et leur maîtrise de trois langues essentiels pour l'activité économique», a déclaré le ministre de la Justice sortant. «Nous entrons dans une nouvelle étape qui est entrain de faire entrer la médiation dans notre vocabulaire juridique» a-t-il aussi souligné. À ce sujet, il a rappelé que le gouvernement a envoyé un projet de loi à cet égard à la Chambre des représentants qui est actuellement à l'étude auprès de la Commission de l'administration et de la justice.

«Quand le dernier recours à consacrer à la décision de l'arbitre ou au médiateur est annulé, le cas échéant, reste donc la justice qui est le fondement de l'État de droit auquel nous rêvons et dont nous sommes encore loin pour de nombreuses raisons», a-t-il poursuivi. Le ministre a néanmoins voulu saluer l'effort «sans précédent dans l'histoire de la justice libanaise» qui a été fait au cours des deux dernières années par le pouvoir judiciaire et ses différentes institutions pour améliorer l'état du corps judiciaire et accroître sa productivité. Se basant sur des statistiques, il a énuméré les efforts qui ont été accomplis et les critères qu'il faudra impérativement adopter dans le mouvement des transferts judiciaires, les rapports d'inspection et les dispositions du conseil de discipline de la magistrature et du système judiciaire en vue de davantage de transparence.

Chakib Cortbawi a par ailleurs vivement appelé à ce que «nous soyons acteurs de notre avenir à tous les niveaux, politique, sécuritaire, économique et juridique». Il a tenu à clôturer son allocution sur une note positive en soulignant: «Nous ne perdons pas espoir, rappelons-nous que la volonté est le fondement et que vouloir c'est pouvoir».

Suite à cette séance d'inauguration, des sessions de travail étaient prévues. Les participants ont notamment évoqué les techniques pour déterminer le temps et les coûts d'inventaire de l'arbitrage et la façon moderne de résoudre les conflits à travers la médiation.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Journée du Liban à Marseille

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence a accueilli le lundi 27 janvier une manifestation remarquable consacrée à l'économie libanaise à l'initiative de l'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli, en partenariat avec la CCI International PACA, structure consulaire régionale dédiée à l'accompagnement des entreprises à l'international.

Les participants furent accueillis par Paul Chaffard, membre élu de la CCI Marseille Provence et membre de la Commission CCI International PACA. Cinquante-huit entreprises régionales ont suivi la présentation du Liban en présence de Laurent Jouini, directeur de la Banque Palatine, Henri Castores, conseiller commercial près l'Ambassade de France au Liban, Pierre Rozek, vice-président de la Chambre de commerce franco-libanaise, Patrice Paoli, ambassadeur de France au Liban, Paul Chaffard, membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille Provence, membre élu de la CCI International PACA, Francis Oudot, directeur général adjoint de la Ville d'Aix-en-Provence. Ceci démontre, si besoin en est, l'intérêt que porte la France au Liban, et particulièrement la Chambre de Marseille Provence.

Cinquante-huit entreprises françaises ont suivi la présentation du Liban et discuté avec les spécialistes du commerce international.

Patrice PAOLI faisant sa présentation du Liban dans l'une des salles de conférence de la Chambre de Marseille-Provence

Patrice Paoli a décrit les opportunités d'investissement au Liban, et l'intérêt d'intensifier les échanges avec l'ensemble de la région de Marseille qui devient de plus en plus connue des Libanais, et avec qui les affaires peuvent se développer sans limites. L'ambassade de France au Liban offre son concours aux hommes d'affaires français et libanais pour les aider à réaliser leurs objectifs de part et d'autre. Son excellence a estimé que Marseille est un tremplin capable d'activer les relations dans toute la France, et même dans toute l'Europe. De même qu'il estime que le Liban est un tremplin pour les pays du Golfe.

L'auditoire a également profité de la longue expérience de Pierre Rozek, vice-président de la Chambre de commerce franco-libanaise qui a mis ses compétences au service des relations économiques entre la France et le Liban pendant des années et qui continue de le faire au service des hommes d'affaires des deux rives de la Méditerranée. De même, Henri Castores, directeur d'UBI France pour le Liban et conseiller commercial auprès de l'Ambassade de France au Liban, s'est attardé sur l'aspect technique de «faire des affaires au Liban» et a développé l'introduction du Liban dans les pays de la région et sa capacité à promouvoir les affaires.

La journée fut animée par Christian Apotheloz, délégué général de Finances Conseils et Méditerranée. Tarek El-Bitar, responsable des services relations bancaires internationales à la Banque Palatine a présenté les relations interbancaires avec le Liban. Manal Tabet, chef de projet à Anima Investment Cooperation s'est quant à elle exprimée sur l'état des investissements et des partenariats étrangers dans la région et les investissements européens au Liban. Elle a pu mettre à profit sa vaste connaissance de l'économie libanaise, et l'implication d'ANIMA dans le sud de la Méditerranée.

Ces journées ont été couvertes pour ECONEWS par Paul Bichat, CCIMP, Pole Affaires internationales, coordinateur Med.

Cérémonie de la signature du Livre d'Or, de gauche à droite: Laurent Jouini, directeur de la Banque Palatine, Henri Castores, conseiller commercial près l'Ambassade de France au Liban, Pierre Rozek, vice-président de la Chambre de commerce franco-libanaise, Patrice Paoli, ambassadeur de France au Liban, Paul Chaffard, membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie de Marseille Provence, membre de la Commission CCI International PACA, Francis Oudot, directeur général adjoint de la Ville d'Aix-en-Provence

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Mansour Machaalany salue les efforts des organismes économiques et dénonce la passivité de l'État

Le président de l'Association des Industriels de Mkallès regrette l'époque des années d'or pour le commerce et l'industrie libanaise. Ces années 1980 à 1995, où il comptait plus de soixante ouvriers dans son usine de boiserie. Aujourd'hui, ils ne sont plus que vingt.

On peut affirmer, qu'à quelques exceptions près qui sont spécifiques à la région de Mkallès et à son infrastructure, les problèmes qu'affrontent au quotidien ses industriels et commerçants sont les mêmes que dans d'autres régions du pays.

Nous sommes notre propre gouvernement

Un gel politique avec des disputes intestines entre les différents dirigeants, un délaissement des besoins du secteur industriel, un import-export bloqué en conséquence du conflit syrien, voici les problèmes auxquels sont confrontés les industriels libanais. «L'État nous livre juste une heure d'électricité par jour, sans parler des prix exorbitants du mazout supérieur de dix fois au prix des pays voisins et une infrastructure routière lamentable avec des embouteillages qui feraient fuir n'importe quel acheteur», affirme le président de l'Association des Industriels de Mkallès et propriétaire de l'usine de boiserie et magasin Machabois. Ce dernier dénonce par ailleurs «l'ouverture d'usines dans la région de Mkallès par des ressortissants syriens qui pour leur part ne respectent aucune réglementation en vigueur et ne payent aucune taxe».

> « NOUS SOMMES NOTRE PROPRE GOUVERNEMENT »

Les organismes économiques salués pour leurs efforts en faveur des industriels

Seuls les organismes économiques du pays trouvent grâce dans les propos de Mansour Machaalany qui salue, par ailleurs, l'initiative positive du Salon de Jeddah de Mohamed Choucair et de la Chambre de commerce de Beyrouth. Même si beaucoup d'industriels de la région qu'il préside ne sont pas friands de ce type d'événements, car selon lui, «la main d'œuvre coûte très cher au Liban ce qui ne pousse pas les industriels déjà en crise financière à exporter leurs marchandises en Arabie saoudite par peur de la concurrence d'autres industriels qui produisent ailleurs qu'au Liban et à des prix plus compétitifs». «Les résistants à la crise sont ceux qui produisent à l'étranger ou qui ont des marchés dans d'autres pays leur permettant ainsi de renflouer les pertes subies par la crise économique libanaise», précise-t-il. «Les seuls attentifs à nos revendications sont les organismes économiques et le ministre de l'Industrie, Vreij Sabounjian, insiste Mansour Machaalany, tant qu'il n'y a pas de réelle décision politique nous restons coincés et nos revendications n'avanceront pas».

L'année 2014 risque d'être l'année des faillites

Le président de l'Association des Industriels de Mkallès est très inquiet de voir la nouvelle année apporter avec elle un nombre considérable d'entreprises qui feront faillite. En effet, si la conjoncture politique reste bloquée cela ira de mal en pis selon ce dernier. À titre d'exemple, il cite le prix du pain libanais dont la production est sponsorisée par l'État: «Le pain était produit pour 4 millions de Libanais, à présent, avec le taux de réfugiés, sa production est passé à 6 millions». En effet, l'industriel en vient à penser que «les touristes ont été remplacés par le nombre en perpétuel croissance de réfugiés syriens», ce qui ne présage rien de bon pour notre économie dans un avenir à moyen et long-terme si la conjoncture reste en son état.

Machabois, une boiserie qui résiste depuis 1949

Pour terminer sur une note positive, il est bon de rappeler que son père était dans le secteur du bois depuis les années 20. C'est en 1949, dans un Liban naissant, que l'usine et magasin Machabois a été créée. Important des arbres d'Afrique, une entreprise tour à tour de contre-plaqué et de lattes de bois, dont le bois a servi notamment à édifier l'hôtel Dieu de France ou encore le Stade de Chaila mais aussi l'aéroport militaire de Raiak... Puis, la guerre de 1975 est arrivée et à la mort du père en 1978, alors que tout était détruit, très jeune encore, Mansour a repris les rênes de l'affaire familiale. Alors si cette usine, à l'image de tant d'autres, a pu résister à l'histoire volcanique du pays du Cèdre, Machabois continuera à se réinventer tout comme l'économie libanaise.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Achrafieh 2020, un rêve en action

De nombreux citoyens beyrouthins ont récemment assisté ou entendu parler des journées piétonnes d'Achrafieh. La dernière en date fut l'occasion de (re)découvrir la rue Gouraud, plus communément appelée «Gemmayzé». En coulisses de ces journées découvertes, marche et flânerie sans klaxon et sans pollution: l'Association Achrafieh 2020.

«Discover Achrafieh»: sensibilisation à l'utilité des zones piétonnes dans la ville. (Sassine/Sodeco/St Nicolas)

L'association Achrafieh 2020 a vu le jour il y a un an déjà, à l'initiative de Nadim Gemayel. Le député de Beyrouth a voulu faire du quartier d'Achrafieh un endroit où il est possible à la fois de marcher, de flâner, de faire du vélo et de manger un bout, tout en respectant l'environnement.

UNE VILLE N'EST PAS FIGÉE, TOUT COMME DOIVENT L'ÊTRE LES MENTALITÉS

Face à la problématique croissante d'une ville en expansion permanente et d'un environnement en dégradation continue, et convaincu que la solution ne peux venir que des habitants eux-mêmes, le jeune député de Beyrouth a pu convaincre, dès 2011, une dizaine d'habitants d'Achrafieh de se réunir afin de réfléchir ensemble à des solutions. Cette association à but non lucrati est née après plusieurs mois de réflexion. L'objectif principal de ce projet vise notamment à transformer les quartiers d'Achrafieh, de Rmeil, de Saifi et de Medawar devenus symboles de l'anarchie citadine en des centres d'excellence pour l'environnement et le développement durable.

2020 fait référence à une ambition sur le long terme pour cette équipe naissante qui met tout son cœur et son énergie au profit d'une ville et de ses habitants pour instaurer un changement à long terme. «Faire mieux connaître aux habitants les différents quartiers ainsi que leur histoire et leur patrimoine est un de nos objectifs», affirme Michel Raggi, membre fondateur très actif au sein de l'Association.

Inspiré des actions de Nicolas Hulot, fervent défenseur français de l'environnement, les membres d'Achrafieh 2020 pensent eux-aussi que le changement des comportements est une nécessité pour l'avenir de notre pays. Leurs actions visent à modifier sur le moyen terme les actes et les habitudes de nos concitoyens afin de rebâtir et de préserver notre environnement.

DES PROMESSES MAIS SURTOUT DES ACTES

Parce que l'environnement ne saurait être une action politique ou partisane, Achrafieh 2020 est une association apolitique. En un an déjà, quatre journées piétonnes ont déjà été organisées par les bénévoles, des citoyens actifs et idéalistes venant de différents bords professionnels mais ayant en commun l'envie de faire évoluer Achrafieh en une ville moderne et qui respecte l'environnement.

«Discover Rmeil»: activités artistiques, enfants, musique, danse, etc.

Achrafieh 2020 travaille sur des changements structurels via des actions visibles afin de modifier sur la durée une région ou une attitude, notamment en plantant des arbres et en créant une zone piétonne permanente.

Autre point très important, éveiller et sensibiliser les citoyens à l'économie d'énergie et à la pollution sonore. En mars dernier, Achrafieh 2020 s'est associé à l'évènement international Earth Hour en partenariat avec la Byblos Tour et l'ABC. Pendant cinq minutes, ces deux grands bâtiments ont été éteints pour sensibiliser les citoyens à l'économie d'énergie. Cet événement symbolique qui devrait avoir lieu tous les ans a été retransmis en direct à la télévision.

LE CITOYEN COMME ACTEUR

«Tout comme une entreprise qui investit au Liban, malgré les problèmes du pays, nous croyons fermement que nous pouvons accéder à des améliorations en commençant par la base: le citoyen», peut-on lire aussi dans la lettre de présentation de l'association.

Acrafieh 2020 entend ainsi lutter contre la dégradation permanente de l'environnement et apporter au citoyen une meilleure qualité de vie.

La mise en place du tri des déchets domestiques, en collaboration avec Sukleen, l'installation de plantes vertes sur les terrasses de certains immeubles et écoles, font partie des nombreux projets à l'ordre du jour de cette association dynamique et en pleine construction. L'initiative prend forme jour après jour. Les journées piétonnes ont enthousiamé le public, les parents comme les enfants. Les artisans libanais ont quant à eux pu partager et exposer leur savoir-faire. Des stands de produits culinaires «made in Lebanon» et de spécialités libanaises étaient installés au début de l'artère principale. Un peu plus loin, des peintres et des dessinateurs avaient ressorti les toiles de leurs galeries pour l'événement. On pouvait également croiser quelques jongleurs qui ont fait le bonheur des enfants. Des stands de vin, des restaurants du quartier retrouvaient l'espoir rendu difficile par la crise économique qui sévit au Liban. La joie était au rendez-vous, nous faisant oublier, l'espace d'une journée, les nombreux problèmes du pays.

Avec des frais de gestion minimes, l'association reverse l'ensemble de ses soutiens au développement de ses activités.

Pour plus d'informations sur Achrafieh 2020: www.achrafieh.org

«Earth Hour»: sensibilisation à l'économie d'énergie

Activités: en direct à la télévision, Achrafieh s'est joint à l'évènement international Earth Hour (152 villes)

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

L'exposition de photographie Photomed éclaire un Liban assombri par les attentats

Après Sanary-Sur-Mer dans le sud de la France, Photomed s'est exporté au Liban. Un évènement inédit dans l'histoire de la photographie en Méditerranée.

Mettre en avant la photographie libanaise, surtout en ces temps difficiles que traverse le pays du Cèdre, est un des défis brillamment relevé par les fondateurs et partenaires de l'exposition photographique Photomed.

PHOTOMED: LE LIBAN ET SA PHOTOGRAPHIE À L'HONNEUR

Un bref rappel historique sur Photomed, une exposition de photos, qui a lieu depuis trois ans déjà, dans le sud de la France, à Sanary-Sur-Mer. À noter que son directeur artistique, Jean-Luc Monterosso, fondateur et directeur de la Maison Européenne de la Photographie, est une figure incontournable de l'histoire de la photographie contemporaine.

Cette édition 2013 a relevé le défi de mettre le Liban à la carte et à l'honneur ainsi que sa photographie libanaise jeune et confirmée. Une initiative qui ne se serait pas réalisée sans le dynamisme et l'engagement du directeur de l'Office de Tourisme du Liban à Paris, Serge Akl, qui a été d'un important soutien pour arriver à monter cette exposition au Liban. Côté libanais, il ne faudrait pas non plus oublier Tony Hage, commissaire de la partie libanaise.

C'est dans ce sens qu'une magnifique initiative a été prise, par les co-fondateurs de Photomed Philippe Heullant, directeur du magazine *Images* et Philippe Serenon en collaboration avec Serge Akl et Tony Hage, d'exporter Photomed pour la première fois hors frontière pour l'organiser au Liban!

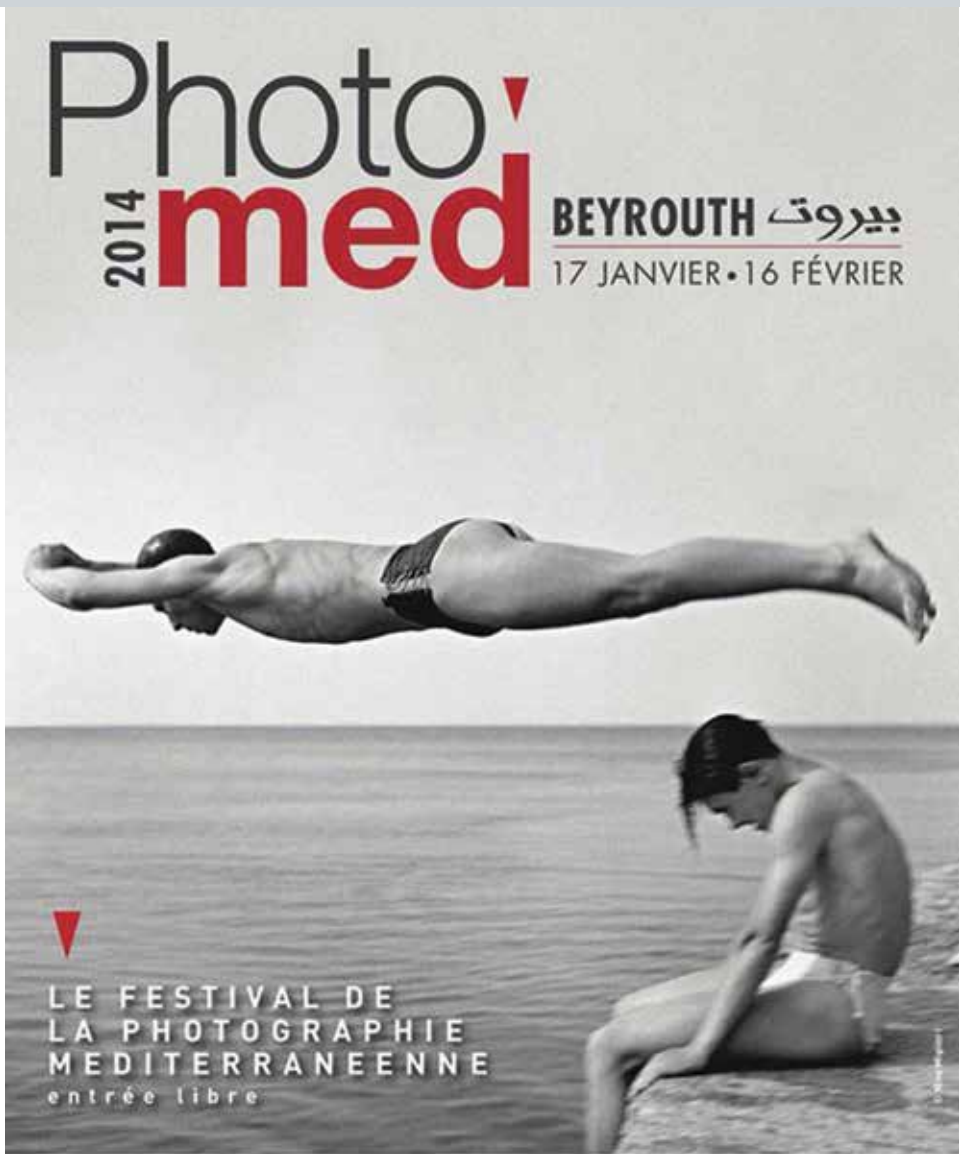
PHILIPPE HEULLANT: «NOUS SOMMES LÀ POUR SOUTENIR NOS AMIS LIBANAIS, POUR DIRE QUE LA CULTURE EST LÀ POUR NOUS UNIR»

Lors de la conférence de presse annonçant l'inauguration de cet évènement, Philippe Heullant avait notamment indiqué que la tenue de ce festival aujourd'hui à Beyrouth en ces temps incertains affirme haut et fort que «nous sommes là pour soutenir nos amis libanais, pour dire que la culture est là pour nous unir». Rappelons que d'autres manifestations artistiques notamment un festival de cinéma avaient été ajournées à des jours meilleurs au début de cette année.

DES ARTISTES À DÉCOUVRIR OU À REDÉCOUVRIR JUSQU'AU 16 FÉVRIER…

Après avoir accueilli près de 50 000 visiteurs à Sanary-Sur-Mer l'été dernier, Photomed 2014 a ouvert ses portes le 16 janvier à Beyrouth avec le vernissage des œuvres de l'italien Nino Migliori, et en présence de l'artiste. Au programme aussi, une série d'expositions et de projections disséminées entre le siège social de la Byblos Bank, le centre-ville, l'Institut français et l'espace Station, que vous pourrez savourer jusqu'au 16 février.

Amateurs de photographie et de beauté, n'hésitez pas à vous rendre notamment aux Souks de Beyrouth pour voir pour la première fois les photos de l'illustre réalisateur, Costa-Gavras, invité d'honneur de cette édition 2013. Il y présente une série de photographies prises sur les plateaux de ses films avec Simone Signoret, Yves Montand et d'autres grands noms du septième art. Nino Migliori, le maître italien de la photographie, auteur de la photo «Le plongeur» datant des années 50, qui fait office d'affiche officielle de cette édition de Photomed, est quant à lui exposé au siège de la Byblos Bank. Également parmi les photographes internationaux, le libanais Fouad Elkhoury.



Nino Migliori: Le Plongeur

G. Mandery: Beyrouth 2013

Caroline Tabet: Perdre la vue

Joanna Andraos: Stalker

Costa Gavras: Portrait de Simone Signoret et d'Yves Montand

La photographie grecque est aussi au rendez-vous avec Katerina Kalouidi et Stratis Vogiatzis, et les photos des français Guy Mandery et Jacques Filiu.

Cette exposition est une occasion de plonger dans la Méditerranée photographique, avec ses couleurs et ses images. Un véritable voyage de découvertes de nouveaux talents et de redécouvertes de grands artistes internationaux.

Tony Hage, commissaire de la partie libanaise expose également ses portraits de célébrités pris aux débuts des années 80 et a choisi de mettre sous la lumière sept jeunes photographes libanais talentueux. C'est à la galerie Ex-Maqam (Saïfi village) que vous pourrez voir les œuvres de Joanna Andraos, Tanya Traboulsi, Caroline Tabet, Emile Issa, Lara Zankoul, Mazen Jannoun et Ghadi Smat.

Des installations vidéo de la collection de la Maison Européenne de la Photographie (MEP) sont également exposées à l'espace Station.

À noter aussi que des workshops avec des professionnels de la photo, comme Roger Moukarzel, sont en cours de préparation avec les sponsors de l'évènement. Mais aussi un concours photographique en collaboration avec l'Institut français et la Banque Byblos, qui permettra au lauréat de présenter ses travaux à la prochaine édition de Photomed 2014 en France, à Sanary-Sur-Mer.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le secteur de l'énergie, entre problèmes structurels et défis conjoncturels

Bachir El Khoury

Absence de gouvernement, retard dans l'exécution du plan quinquennal de réformes, augmentation de la consommation liée à la présence de réfugiés... De nouveaux facteurs rédhibitoires s'ajoutent désormais à une infrastructure défaillante dans le domaine de l'énergie.

Le secteur de l'énergie au Liban continue de peser lourdement sur l'économie locale et risque de l'affecter davantage dans les prochains mois, en dépit des multiples efforts de réformes. Le déficit structurel entre la demande et l'offre, à l'origine des rationnements en courant depuis plus d'une vingtaine d'années, s'est élargi avec la présence de centaines de milliers de réfugiés dont la consommation d'énergie est estimée entre 200 et 300 mégawatts (MW), selon la Banque mondiale, tandis que les réformes visant à rétablir le courant durant 24h d'ici 2015 ont été ralenties par plusieurs facteurs (politiques, administratifs, financiers, etc.) même si certaines d'entre elles vont bon train.

Avant le début du conflit syrien, le Liban produisait quelque 1 600 MW d'électricité par an pour une consommation locale de 2 400 MW. Le déficit s'élevait ainsi à environ 800 MW. Pour remédier à cette faille, le plan quinquennal adopté par le Conseil des ministres en 2010 prévoyait une hausse de la production à 4 000 MW en 2014 et à 5 000 MW après 2015, à travers la réhabilitation des centrales en place – fonctionnant à hauteur de 40% de leur capacité – la construction de nouvelles centrales produisant 600-700 MW ainsi que la mise en place d'un gazoduc le long du littoral pour alimenter les unités de production en gaz naturel.

Or ce plan, malgré certaines avancées, s'est heurté à des contraintes administratives et financières ainsi qu'à l'inertie et à la paralysie des institutions depuis le début du conflit voisin. Le pays vit sans gouvernement depuis mars dernier et risque de faire face à une vacance présidentielle à partir de mai prochain. Cela pourrait sérieusement compromettre le progrès des réformes, même si le ministère de l'énergie se veut rassurant. Selon lui, les centrales de Jiyé et de Zouk, en cours de réhabilitation et remplacées provisoirement par deux barges flottantes, devront commencer à produire 271 MW supplémentaires à partir de juillet prochain. Deux contrats majeurs ont en outre été signés en 2013: le premier d'une valeur de 348 millions de dollars, a été conclu avec un consortium composé de deux compagnies, l'une danoise et l'autre allemande, pour la construction de deux centrales d'une capacité optimale de 272 MW, dont l'une (194 MW) devrait fonctionner à l'automne prochain. Le deuxième contrat, d'une valeur de 470 millions de dollars, a été signé en avril 2013 avec la société grecque-chypriote J&P Avax pour la construction d'une nouvelle usine à cycle combiné à Deir Ammar, d'une capacité d'environ 450 MW. La fin des travaux n'est en revanche pas prévue avant 2015. Ainsi, à la fin de l'année en cours, le scénario le plus optimiste porterait sur une alimentation supplémentaire de l'ordre de 465 MW (271 MW en provenance des centrales réhabilitées et 194 MW de la nouvelle centrale de Zouk), couvrant un peu plus de 50% du déficit actuel (hors consommation des réfugiés syriens), tandis que la capacité devrait augmenter de 900 à 1 000 MW d'ici fin 2015 si les projets se poursuivent selon les délais. Cela porterait la production totale à 2 600 MW, ce qui reste inférieur à l'objectif escompté des 4 000 MW en 2014 et de 5 000 MW à l'horizon 2015.

> « À CES CONTRAINTES STRUCTURELLES, ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES S'EST AJOUTÉ UN CONTEXTE POLITIQUE PEU PROPICE À L'AVANCEMENT DES RÉFORMES »

RETARD DANS LE CALENDRIER

Outre la production, des efforts ont également été fournis dans le domaine de la distribution pour réduire les pertes techniques liées à la surcharge sur le réseau - évaluées à près de 15% de la production totale (soit environ 240 MW) – et de limiter les pertes liées au vol de courant (35% de la production distribuée). En avril 2012, l'État a en effet conclu un accord avec trois sociétés (la filiale de Butec, ACC et Debbas) pour assurer la réhabilitation et la gestion du réseau de distribution, puis un autre contrat en juillet dernier avec la société Matelec pour construire trois stations de distribution d'électricité.

La filiale de Butec a toutefois entamé ses activités en septembre 2012, avec plusieurs mois de retard, le temps que soit réglé le sort des employés contractuels auxquels EDL avait recours jusque-là pour collecter les factures.

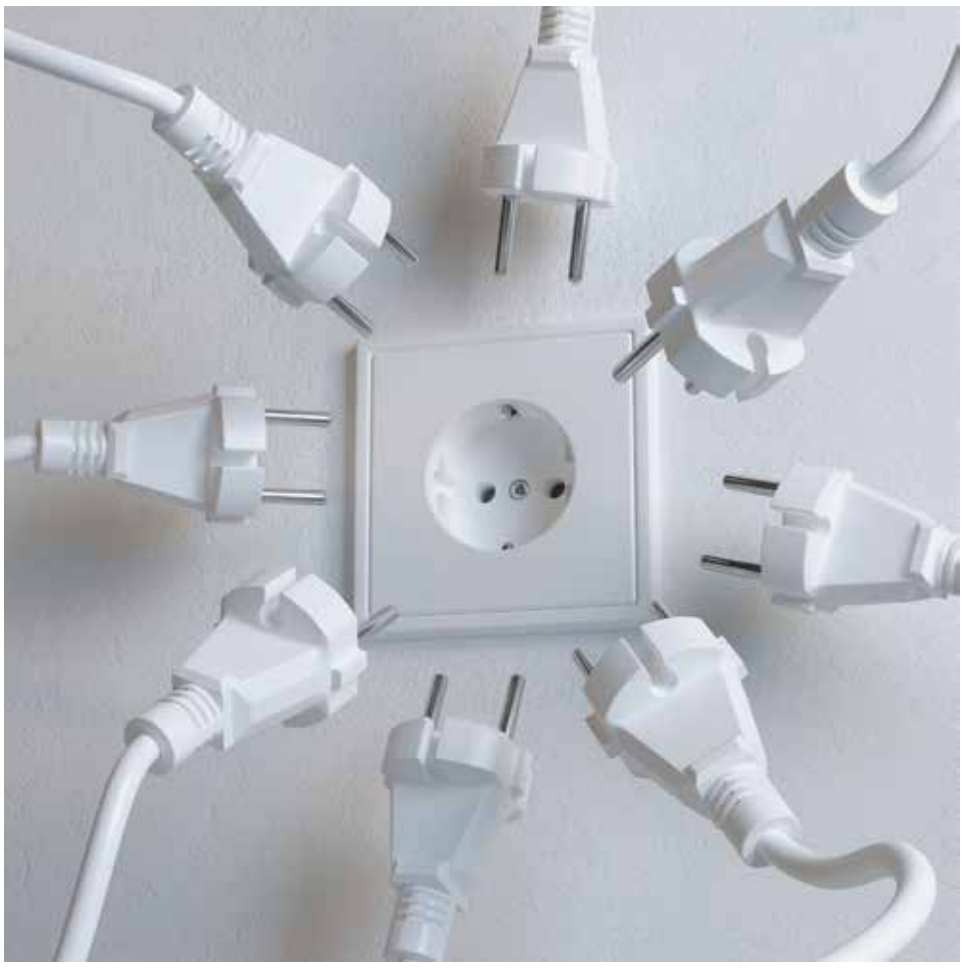
Autre exemple de retard dans le calendrier: le projet de construction de la nouvelle centrale de Deir Amar devait démarrer début 2013 mais elle a été reportée en raison de l'annulation des résultats de l'appel d'offres finalisé en octobre 2012 et l'organisation d'un autre en février 2013. L'offre du consortium Abener-Butec, vainqueur de la première adjudication, portait sur 662 millions de dollars; elle excédait ainsi largement le budget de 502 millions de dollars dont dispose le gouvernement.

Par ailleurs, au niveau de la réhabilitation des centrales de Jiyé et de Zouk, l'importation des barges flottantes s'est heurtée l'an dernier à un différend entre l'État libanais et leur fournisseur turc, Karadeniz Holding, ce qui a également retardé le début des travaux.

UN GOUFFRE FINANCIER ET ÉCONOMIQUE

À ces contraintes structurelles, administratives et financières s'est ajouté un contexte politique peu propice à l'avancement des réformes. Entretemps, les transferts du Trésor pour couvrir le déficit chronique d'EDL n'ont cessé de croître. En 2012, ils ont augmenté de 30%, totalisant 2,3 milliards de dollars, avant de grimper de nouveau en 2013 (+5% jusqu'à fin août).

En 2011, les subventions à l'EDL ont représenté 4,6 % du PIB contre une moyenne mondiale de 0,26% et elles ont absorbé 19,6% des recettes publiques alors qu'à l'échelle mondiale cette part s'élève à moins de 1% (0,77%). Sur la période 1998-2008, le secteur de l'énergie a apporté une valeur négative au PIB de -2,6 %, selon le FMI. Ce gouffre financier s'accompagne de retard sur le plan économique, l'infrastructure défaillante étant l'un des obstacles majeurs à la compétitivité et à l'investissement. Illustrant cette réalité, le pays a perdu trois rangs au classement Doing Business 2014 de la Banque mondiale, selon le sous-indice d'accès à l'électricité.



ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAS: Promising and outstanding achievements for 2013

Chamber of Commerce, Industry & Agriculture in Sidon & South Lebanon

Numerous outstanding achievements have marked the year 2013 as a result of continued development attempts of CCIAS's Board to move toward the projected plans of its agenda. Features of these achievements are as follows:

· **Inaugurating the Business Exhibitions Center (BEC)** at the premises of South Innovation Center in Saida. The project was implemented in cooperation with the European Union to serve the emerging needs of the South and Nabatieh Mohafazats for an exhibition center of high technical standards.

· **Organization of «Agro-Invest Exhibition and Conference»**, in cooperation with the European Union delegation, South Innovation Center (South BIC), the Lebanese Federation, the Syndicate for Food Industries and the Investment Development Authority of Lebanon. It was the first showpiece event at the BEC in Saida, highlighting the role of innovative investments in agro-Industry for enhancing the Lebanese economic recovery and local communities as well.

· **Signing a Memorandum of Understanding** with many local and international organizations and entities, including the key MOU signed with the Federation of Tyr Municipalities on supporting entrepreneurs and promoting growth of micro, small and medium enterprises (SMEs) in the region.

· **On-site laboratories developed and certified to meet international lab standards** through establishing alliances and signing MOU with specialized international and local organizations. The modernized labs at Saida Chamber continue to serve the region's factories that are specialized in food industry and ensure the quality and the safety of their products.

· **Opening of two branches, in Nabatieh and Tyr** so as to streamline the Chamber services and to better serve its members in Nabatieh Mohafazat, Tyr city and its caza.

· **Organizing the Global Entrepreneurship Week (GEW)** in the South region.

· **Participation in regional and international trade fairs**, economic seminars and forums.

· **Hosting seminars and conferences** that tackle different social, cultural and educational issues, including the awareness conference on drugs.

· **Strengthening economic cooperation with brotherly and friendly countries** through meetings held with Ambassadors of EU, China, Ethiopia, India, Nigeria, Poland, Yemen, Iraq, Philippines, Turkey; in addition to meetings held with commercial attachés of Ukraine, Greece and Australia.

Despite these outstanding achievements, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Saida and South Lebanon aims to fulfill the dream for the establishment of an industrial city and the creation of new job opportunities. The initiative to launch and lay the foundation for this project is given a priority on the Chamber's agenda for the year 2014.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
• The main economic lobbying group in Lebanon
• A versatile service provider
• The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | email: fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

Lebanon in figures

Ref.	Indicator	Billion LBP	Billion US$	Details
10	Growth	%1.50		2012
11	GDP	62,025	41.35	2012
20	Inflation (%)	%0.69		Dec.-2012Nov.2013
21	M1	7,508	4.98	November 2013
22	M2	67,910	45.03	November 2013
23	M3	164,827	109.30	November 2013
24	M4	174,088	115.44	November 2013
30	Balance of Payment	1,734-	1.15-	Oct -2012Sep 2013
31	Current Account	2,495-	1.663-	December 2013
32	Balance of Trade	25,802-	17.11-	Dec -2012Nov. 2013
40	Unemployment	%8.10		-2012 Estimated
41	Working force	%45.80		-2011 Estimated
42	Population	4.09 mn		-2012 Estimated
43	Population 64 - 15 y.	2.67 mn		-2012 Estimated
51	State Budget Deficit	7,186-	4.77-	Nov.-2012Oct.2013
52	Budget Revenues	13,899	9.22	Nov.-2012Oct.2013
53	Budget Expenditures	21,085	13.98	Nov.-2012Oct.2013
54	Public Debt	95,363	63.24	November 2013
55	Debt Service	5,605	3.72	Nov.-2012Oct.2013

Compiled from data available at the Center of Economic Research on January 2014 ,15
Source: CAS (43 ,42 ,20), BDL (31 ,21,22,23,24,30), Customs (32), Ministry of Finance (51,52,53,55) , ABL (54), CIA Factbook (10,11), Worldbank (40), The Global Economy (41)

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

LACTIMED Project Workshop on the Cooperation in the Dairy Sector in the Bekaa valley

After the initial phase of diagnosis of the dairy sector in the Bekaa and Baalbek – Hermel, and within the framework of LACTIMED project funded by the European Union, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle & Bekaa organized a workshop on January 15, 2014, to present the results of this diagnosis and the strategy for promoting the milk products and derivatives in the Bekaa region, in addition to promising ways of collaboration in the dairy sector.

Participants that attended the meeting were representatives of various small and medium cheese and dairy industries and related businesses in the region, milk producers and engineers from ministries of agriculture and industry in the Bekaa. They were welcomed by the Chairman of the Development Committee in the Chamber Eng. Mounib Choubasi who stressed the importance of the dairy sector in the Bekaa and the market needs that go beyond the local production, leading to further cooperation and coordination between various parties in this vital sector.

The Deputy General Manager of the Chamber Eng. Said Gedeon presented the results of the diagnosis and the strategic analysis of the dairy sector.

Mr. Hamid Bin Sharif, the representative of the Mediterranean Agronomic Institute of Montpellier (CIHEAM-IAMM), made an intervention about the collective approach to create local clusters and commended the importance of these clusters to reduce the burdens and problems of the farmers and industrialists.

Mrs. Mahjouba Zeaiter, the representative of Bizerte Competitive Cluster, along with Eng. Gedeon, provided real examples about active clusters in several sectors. The coordinator of LACTIMED project, Mr. Aurelien Baudoin, from ANIMA Investment Network, presented the future steps to enhance the role of the clusters in the dairy sector and contribute to the success of its objectives.

At the end of the meeting, the participants from the private sector intervened and presented their problems and expectations to reach the desired goals, as they expressed an entire readiness to collaborate closely under the Chamber's umbrella.

Ashrafieh, Kaslik, Louaizeh, Verdun, Jal el Dib, Tel: +961-9-210023 www.exoticaflora.com

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lebanon's First Off Shore Oil and Gas Reserves: Planning the Road Ahead

Youmna Naufal

In recent years, the Petroleum Administration known as PA, has set up petroleum activity regulations needed to start up the first Lebanese offshore licensing round. A local expert in oil and gas, who spoke on condition of anonymity, says that Lebanon's Exclusive Economic Zone (EEZ) falls within the Levantine basin , which holds according to recent estimates of the United States' geological survey around 112 trillion cubic feet of gas. Since 2000, many 2D and 3D seismic surveys have been conducted and indicated that hydrocarbon is present in Lebanon's maritime borders- be it oil or gas (generally referred to as petroleum).

The expert adds that by 2020, the total quantities of gas in Lebanon for the power sector will be estimated at about 5 Billion Cubic meters (BCM). This amount can cover the power sector needs for the coming decades, and also easily close off the nation's debt. This would also be of great financial advantage to the economy. Moreover, it will help in job creation with perhaps at least 80% of Lebanese working in this sector in positions ranging from engineering to economics, finance, in addition to unskilled or semi-skilled labor.

It all starts out in what is referred to as the exploration phase, with seismic surveys and well drilling. As soon as there is a discovery, the production begins. The exploration phase is followed by the development phase where pipelines or other facilities are constructed to make way for the production phase. When the development phase begins, at least 80% of the employees should be Lebanese, a tough requirement for the state. The challenge lies in finding a number of semi-skilled labor that specializes in mechanical and technical work which requires specific qualifications that are not easily found among Lebanese work force.

As it stands today, the Petroleum Administration regulates the energy sector. Although recruiting is not directly within its mandate, there have been agreements made with the American University of Beirut and other universities to develop training courses as to ensure that semi-skilled qualifications are met.

The main issue is to have a Council of Ministers in place, the expert adds, so as not to end up delaying the work. As soon as a council is put in place, it would take up 6 or 7 years to start production. Within a year or two, vocational programs could be given with institutions providing the appropriate training for potential employees. It is the Council of Ministers' duty to promote the appropriate vocational education required for the energy sector.

Although Lebanon is still developing its strategy to extract the oil and gas resources from its maritime borders, this is already a mature industry. Israel, Lebanon's southern neighbor started production last year. There has been another discovery in Cyprus in recent months. Geology doesn't stop on the borders of countries. The Lebanese delineated the borders of their resources, which is what they called the Exclusive Economic Zone. According to the expert, there is no disputed area; there has been a unilateral delineation of the borders of the northern and southern parts. The project details have also been sent to the United Nations.

In terms of benefits for the citizens, natural gas is the cheapest source of fuel. Last year the deficit of electricity was $2.25 billion which is a big amount for Lebanon – 80% of the deficit is due to high fuel costs. The expert believes that if natural gas is to be retrieved, the deficit would reach zero.

A source at the Ministry of Energy and Water, working at the Gas Unit says that for the last three years, the Ministry has developed a policy paper on electricity that consists of many items – transmission, production, transformers, service providers as well as the diversification of fuel supply. The source explained that Lebanon is subsidizing the electricity by $2 billion dollars a year because of high fuel prices. In 1996, the power plants that should have worked on gas did not. The alternative fuel became diesel oil which is the most expensive fuel to generate electricity. This explains the current deficit mentioned above.

The source also notes that a plan has been developed that would reduce the electricity bills of Lebanon. While the

Petroleum Administrations' project could take years to implement, a Liquefied Natural Gas (LNG) terminal was developed in the meantime by an international consultancy firm to track the right places for extracting resources. The firm found three potential sites to develop a LNG terminal, one in the north in the town of Beddawi, a second one in the middle in the town of Selaata, the third one in the south in the town of Zahrani. Beddawi and Zahrani are potential sites in view of their proximity to the existing power plants.

Moreover, in order to transport the gas, the source adds, regardless of the LNG import terminal position, there is what is referred to as the Floating Storage Regasification Unit (FSRU). This FSRU transports the gas to different power plants on the coastal line. A pre-feasibility study was conducted for a gas pipeline that goes from the North to the South to provide all the power plants with natural gas. In addition, this pipeline can also be used for the industry and is expected to attract foreign investors. In the future, it will also act as a supplier from the extracted offshore reserves.

While production can take a long time as mentioned earlier, there have to be savings. The expert says the Ministry of Energy and Water estimated the savings to come from the FSRU project to $1 billion per year.

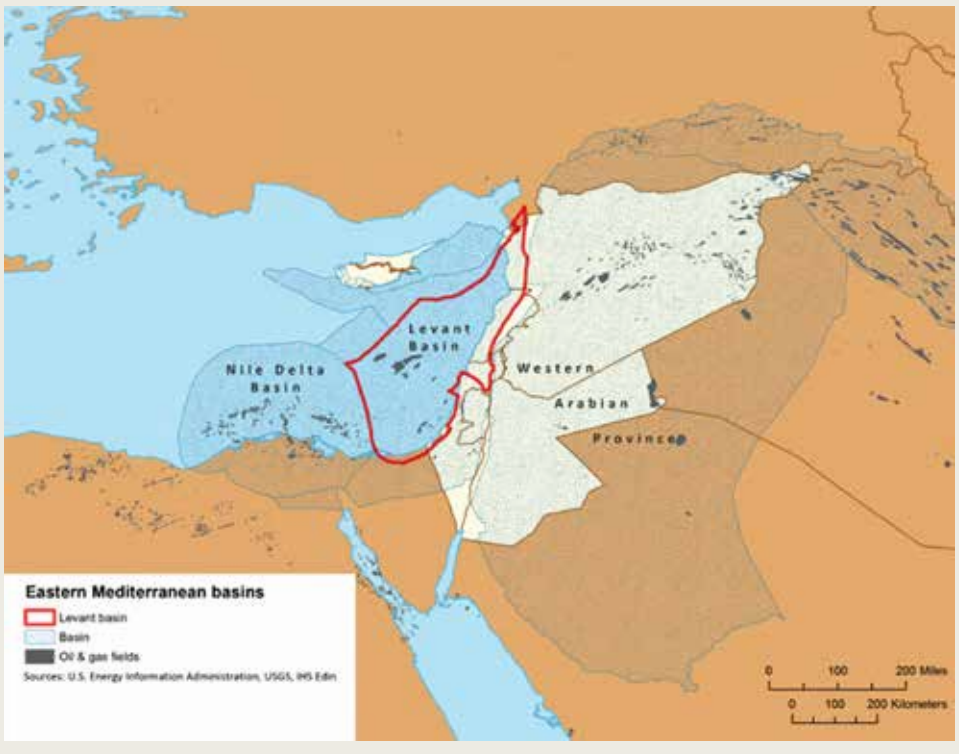
According to the Ministry, the oil and gas resources in Lebanon present both an opportunity and a responsibility. On the one hand, it is an opportunity for economic and social development; and on the other hand, it presents a responsibility to protect the rights of the future generation. Lebanon has come a long way, according to the expert, by creating long term partnerships and models of cooperation that combines commercial benefits into a great national vision based on profit.

The offshore project has attracted many companies interested in joining forces with the oil and gas industry to ensure mutual successes. The Petroleum Administration, with the cooperation of the Ministry of Energy and Water has put forward a pre-qualification process for oil and gas companies interested in participating in the licensing round. The main objective of the pre-qualification process is to make certain that qualified companies would be invited to the licensing round and eventually, may be awarded exclusive petroleum rights.

52 companies from 25 countries submitted their pre-qualification applications. After a thorough process, only the following twelve applicants were selected:

Anadarko, Chevron, Eni, Exxon Mobile, Inpex, Maersk Oil, Petrobras, Petronas, Repsol, Shell, Statoil, Total.

These companies will be working alongside the Petroleum Administration to develop the energy sector in Lebanon, which would hopefully lead to local economic growth, higher human capital and sustainability of available resources.



ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon Week in Jeddah – April 5-7, 2014

In an effort to address the negative impact of the decision of the GCC countries urging their nationals to avoid visiting Lebanon and further worsening the Lebanese economic situation, President Choucair took the initiative to endorse a special event in the Gulf. He signed a Memorandum of Understanding with the Jeddah Chamber of Commerce to bolster economic ties between the two parties, and which resulted in the establishment of the Lebanese Saudi Development Commission and the opportunity to host the "Lebanon Week in Jeddah".

From 5 to 7 of April, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Beirut and Mount Lebanon, in cooperation with the Jeddah Chamber of Commerce and Industry will organize the «Lebanon Week in Jeddah», which includes an exhibition of various Lebanese products and services as well as economic workshops and business meetings to boost ties between Lebanese businessmen and their Saudi counterparts.

The event will be the first edition of its kind, aiming to help benefit small and medium enterprises (SMEs), rather than making profit. So far, over 300 companies will be participating from a wide variety of industries.

The President of the Lebanese Saudi Business Development Commission, Elie Rizk says that «this event will be a great opportunity for businesses to network for it provides Lebanese businesses greater exposure in the growing Saudi market». He extends his gratitude to both the Board of Directors of the Jeddah Chamber of Commerce and to the Lebanese Consul General Mr. Ziad Attalah.

According to Rizk, the Consul Atallah lauds the Lebanese community living in Jeddah, stating that their energy and loyalty stems from three factors. The first factor being that the Lebanese community in Saudi Arabia has been around for a long time, comprising of mostly middle and upper middle class households. Another factor is the geographical distance between Saudi Arabia and Lebanon, as the Lebanese community does not feel distanced from their homeland. And finally, the constant linkages between the Lebanese community in Jeddah and Lebanon, as families tend to send their children to Lebanese universities.

For Atallah, these facts give the Lebanese community in Saudi Arabia elements of uniqueness compared to other Lebanese communities. He exalts Saudi Arabia's laws that do not encourage the establishment of political parties for keeping the Lebanese united and not bringing the political differences they may face back home.

The Lebanese consulate has already hosted over 34 different events during the past year and is also hosting events at the «Lebanon Week in Jeddah» related to various themes in the fields of education, art, and culture.

Atallah is hoping for the Lebanese consulate to play a major role in promoting such activities within the Lebanese community. The «Made in Lebanon" exhibition taking place from April 5-7, in cooperation with the Jeddah Chamber of Commerce and Industry will promote many Lebanese industries, including construction and hospitality. In parallel, some side events will also take place, such as seminars and meetings with Lebanese and Saudi businessmen.

Atallah also acclaims the role of the Lebanese Business Council and the Lebanese community in renewing the consulate building, where the Lebanese Business Council was able to provide the necessary tools, skills, and equipment for its construction.

Attallah hopes to increase activities involving the Lebanese community, eventually establishing a board of volunteers with different sub-communities. He also commends the Saudi government for supporting the Lebanese community and consulate, and promises that the Lebanese community will remain vibrant, active, and loyal.

THE OBJECTIVES OF LEBANON WEEK

«Lebanon Week in Jeddah» is a special economic event for the Lebanese living in the Kingdom and fits the context of the historical relations that binds the two brotherly countries and their people, especially in light of the recent economic boom witnessed by the Kingdom as a result of investment programs and large-scale projects.

«Lebanon Week in Jeddah» aims to improve the development of economic and trade relations and investment between the two countries and to promote cooperation between businessmen in both countries; most importantly, it aims at marketing Lebanon at various levels (industry, tourism, real-estate, investments, Lebanese cuisine, etc.) in order to strengthen the competitiveness of Lebanese products.

WHY SAUDI ARABIA?

Saudi Arabia has achieved economic growth that has exceeded global growth. Its economic stability has increased consumer confidence. Given the fact that the economy of the Kingdom is one of the largest economies in the region, it is ranked 19th in the world and its system of open market has created a «competitive advantage" in terms of projects allowing Saudi Arabia to take advantage of the local economy and economies of the neighboring countries.

With a population reaching a little over 29 million people, with high income rates, makes the Kingdom a highly promising market for developing trade and services:

- Saudi Arabia ranked fifth in the

ECONEWS | in English

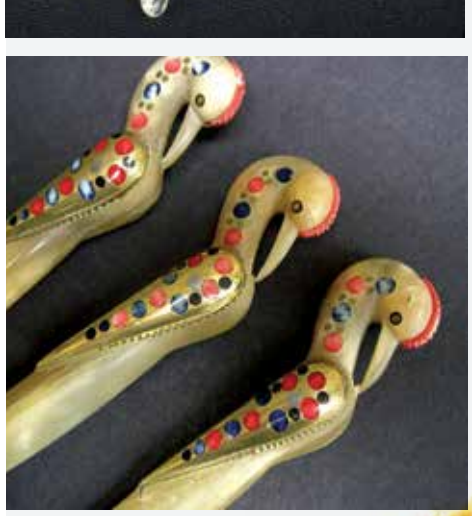
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

world in the field of financial freedom, and third in tax system, which is one among the best tax systems stimulating investment.

- It is one of the fastest growing countries in the world, with an average economic growth of 6.8% in 2012.
- The average per capita income in 2012 reached $25,000.
- The Kingdom ranked 18th among 144 countries in the Competitiveness Index issued by the World Economic Forum 2013.
- Saudi Arabia has 25 % of the oil reserves in the world.
- The Kingdom ranked 22nd among 185 countries in the world in terms of Ease in Doing Business.

JEDDAH AS THE CENTER FOR BUSINESSES

Due to the fact that the city of Jeddah's port is the nearest to Mecca and Medina, it has played a key historical role for journeying pilgrims. In addition to that, Jeddah and its port has also been a significant point for commercial traffic, and so it is named the commercial capital of the Kingdom of Saudi Arabia.



ORGANIZING THE WEEK

This will be the first event of its kind to hold its first session in Jeddah. It will be held annually alternatively in Jeddah and Riyadh to make way for Lebanese companies to fully explore the Saudi market.

LEBANON WEEK ACTIVITIES IN JEDDAH

«Lebanon Week in Jeddah» includes an exhibition of Lebanese products and services, and workshops of economic and cultural activities, art and entertainment.

The «Week of Lebanon in Jeddah» is a starting station to renew economic relations between Lebanon and Saudi Arabia, which would be in the interest of the two countries and their people. It is also in the best interest of Lebanese companies seeking to increase their exposure to the Saudi market, which is one of the most significant growing markets in the world.

جدّة
أسبوع لبنان
في المملكة العربية السعودية
٥–٧ أبريل ٢٠١٤ م
٥–٧ جمادى الاخرة ١٤٣٥ هـ

مشاركتكم، تنمية لأعمالكم

الجمهورية اللبنانية
قنصلية لبنان العامة في جدّة
THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON
غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان
REPUBLIC OF LEBANON
MINISTRY OF ECONOMY & TRADE
الجمهورية اللبنانية
وزارة الصناعة
M.I.C.E Lebanon
Exhibitions & Conferences
الميس العربية
لتنظيم المعارض والمؤتمرات
الشركة المنظمة:

For more information on the event and participation details, kindly contact Mr. Rafic Malek:
Lebanon: 79 190953 - 01 353390 | E.mail: rafic@micearabia.net
Jeddah: +966 126673211 ext: 227 | Mobile: +966 553045165

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Preparing the Grounds for Oil and Gas: Economic Impact and Investment Opportunities

Lana El Tabch

The value of imported petroleum derivatives surged by $1.42 billion in 2012, that is an increase of 32 percent on the previous year's fuel imports bill. Lebanon's fuel imports accounted for 27.7 percent of total imports.

The excessive increase in the fuel imports bill might be explained by the fact that unrecorded fuel imports from Syria were ceased in 2012. The flow of trade was even reversed as the breakdown in fuel production and distribution in Syria gave rise to demand for fuel products from Lebanon.

Trade in petroleum derivatives

	Exports		Imports			Balance	Share in total imports
	in million $	in tons	in million $	change	in tons	in million $	
2008	11.58	11,331	4,077.14		5,233,518	-4,065.56	25.27%
2009	11.80	19,735	3,231.70	-20.74%	6,481,351	-3,219.91	19.90%
2010	5.63	6,641	3,672.82	13.65%	5,957,128	-4,463.27	20.45%
2011	4.19	3,297	4,468.90	21.67%	5,550,798	-5,888.04	22.17%
2012	89.69	85,517	5,892.23	31.85%	6,583,394	-5,802.54	27.69%

With a mineral fuels import bill accounting nearly a third of total imports, and electric power generation plants operating at a loss and bankrolled by a critically strained public Treasury, Lebanon could not have asked for a sturdier lifeline coming from the discovery of oil and natural gas off its shores. But the demands on this bounty are many, and so are the latent slips prior to fruition.

THE ORDER OF MAGNITUDE OF THE FIND

The size of Lebanon's share of the East Mediterranean natural gas is yet to be determined with an acceptable degree of precision. The offshore area of economic jurisdiction is nearly 23,000 square kilometers large, more than twice the country's size; preliminary exploratory seismic surveys were carried out over about half this area, and yielded an estimate of natural gas deposits amounting to more than 25 trillion cubic feet (tcf). This prompted expectations that Lebanon's exploitable natural gas reserves may in fact be a multiple of deposits.

Further fuelling estimates that Lebanon's natural gas deposits could turn out to be much larger than what has been so far revealed, is the fact that the Levant Basin, which spans across the offshore zones of four east Mediterranean countries, encloses some 122 tcf, that is, more than ten times Lebanon's confirmed share.

ASSESSMENT OF POTENTIAL ECONOMIC IMPACT

The potential economic impact of the oil and gas sector in Lebanon will indisputably go beyond the direct operational and capital investment impacts. The sector is expected to contribute to domestic output throughout the value chain of the industry. Total economic impact is defined as follows:

• **DIRECT IMPACT:** attributable to the activities defining the oil and gas industry and to the direct investments in the sector namely, oil and gas exploration; oil and gas extraction; building gas pipeline distribution network and LNG importation terminal; rehabilitation and development of oil storage and refining facilities; and building liquefaction plants to turn natural gas into LNG.

Judging by the financial resources what natural gas producing countries dedicate to such infrastructure, such investment expenditure in Lebanon are expected to take up $15 to $20 billion.

• **INDIRECT IMPACT:** new jobs created, income earned and value added throughout the value chain of the gas industry and positive impacts on businesses that provide inputs into the industry. These activities include:

1. **Investment in infrastructure** (required to process, store and transport natural gas)
   - Developing port infrastructure to be geared to service the industry and to render it a support center for the offshore platforms and cater for the traffic of field equipment.
   - Investment in the airport to accommodate the increase in traffic resulting from the influx of workforce into the sector.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

- Investment in the transportation and road networks; projects awarded in 2012 in this regard with expected execution dates to span over the next five years, amount to more than $900 million.
- Adapting power generation facilities to contract the power supply deficit (EDL deficit exceeded $1.7 trillion in 2012).

2. Telecommunications:

External funding for the sector reached more than $72 million according to the Council for Development and Reconstruction (CDR).

Compared with the telecommunications infrastructure in the region and internationally, Lebanon has taken the backseat in that field. Spending in that sector ought to focus on vanguard systems and facilities capable of generating income. Lebanon, for example, has failed to invest in proprietary satellite communications and broadcasting systems that proved to be quite lucrative to the few Arab countries that made such investments.

3. Spillover effects on other industries:

- Auxiliary services to production and construction: plumbing, electrical and mechanical engineering, concreting, structural steel, ICT
- Real estate (residential and industrial property development)
- Financial services
- Insurance services
- Rental and leasing
- **INDUCED IMPACT:** resulting from private spending of income earned directly or indirectly from to the industry.

Various investment opportunities will be created in order to cater for the spending of the substantial workforce potentially employed in the gas industry. This will impact a number of sectors of activity namely, the wholesale and retail trade industry, hotels and restaurants.

The new find will also result in the upgrading of sectors that use natural gas as input namely, manufacturing industry and agriculture.

INVESTMENT IN HUMAN CAPITAL

The Exploration and Production Agreement gives preference to Lebanese goods and services and requires right holders to employ no less than 80% of Lebanese nationals within their workforce and ensure these will occupy engineering and managerial positions.

Therefore, there is an urgent need to build a qualified workforce with adequate skills and proficiencies to meet the demand of the sector. This can happen through an adequate specialized technical training in all fields related to the gas industry and by shaping academic education and university programs to fit the requirements of the sector. This may require putting in place new university degrees and curricula for technical and vocational education.

GOVERNMENT OBLIGATIONS

By any count, the dollar value of natural gas reserves is substantial, and so are the State's obligations, current and expected.

The time span to revenues: once the political, institutional, and administrative issues are resolved and oil companies are contracted, the best estimates are that if the building of extraction, storage and conveying facilities were to start immediately, tax revenues on income generated from the sale of natural gas would begin flowing into the Treasury's accounts by 2018.

Financial obligations: the use of public revenues from natural gas involves drawing a long-term plan to retreat the country's public debt.

Social obligations: public revenues from natural gas will inevitably raise expectations for a broader range of social entitlements, such as comprehensive health coverage, and generally, more spending on all aspects of social protection.

Promoting sectoral competitiveness: most sectors of activity have seen their competitiveness erode over the past two decades. Tourism, manufacturing industries and agriculture need heavy investments in public facilities in order to be able to compete on equal footing with their counterparts in the region.

The regulatory authority's role is vital and will be in charge of proposing policies and laws pertaining to the optimal management of mineral resources, farming out, exploration and production contracts with oil and natural gas companies, monitoring the operations of those companies, and putting forward the most favorable taxation schemes.

CONTENTIOUS ISSUES

Within Lebanon's Exclusive Economic Zone (EEZ), a stretch of 850 square kilometers is unlawfully claimed by Israel. Lebanon's official position in this regard calls for referring the contention to the U.N. Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), but the other party in the dispute has not ratified the international convention.

Lebanon has yet to negotiate the demarcation of its EEZ with other stakeholders in the region namely, Syria and Cyprus. Such negotiations could prove both lengthy and thorny. Trickier is the issue of layers of natural gas that overlap EEZs which requires negotiated agreements on extraction rights.

Even more complex, and touching upon critical geo-political and geo-economic stakes, are issues relating to the region's natural gas exports to the EU.

ARBITRATION: THE FASTEST AND SUREST WAY TO RESOLVE DISPUTES

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon. Specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts, the center operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

www.ccib.org.lb
For more information please call 1314 ext 171

Lebanese Arbitration Center

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Chamber's Elections 2014: Announcements and Winners

President Mohamed Choucair held a conference at the Four seasons on January 11, 2014 in preparation for the Board of Directors' elections at Chamber of Beirut and Mount Lebanon which took place the following day on January 12th, 2014 at BIEL.

The newly elected board members from left to right: Rabih Frem, Ahmad Hoteit, Hadi Nahhas, Hisham Itani, Chakib Chehab, Joumana Bassil, Nabil Fahed, Mohamad Lamaa, Mohamed Choucair, Gaby Tamer, Mahmoud Matar, Sawsan Wazzan Jabri, Ismail Ali Ismail, Wissam Ariss, Sarkis Boudakian, Khalil Dagher

The conference was attended by Minister of Economy and Trade Nicolas Nahas, Minister of Industry Freij Sabounjian, Head of Economic Organizations Minister Adnan Kassar and members of the Economic organizations, traders and industrialists associations, businessmen and media figures .

President Choucair delivered a speech announcing the list of candidates for the Board at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon where he pointed out their high qualifications, competences and integrity.

He said the battle won't end with the results of the elections especially that the real struggle ahead is to recover the Lebanese economy and to diminish closing businesses. Choucair greeted his colleagues who withdrew their nomination in order to back all efforts to rise up to diversified challenges facing the economy. He stressed out on the importance of team work of the members of the Chamber within the objective to better serve and represent the business community.

Choucair clarified that the core mission of the Chamber consists on defending the interests of the private sector so that it would play the reference role for Lebanese business sector. He insisted on the unity of the Chamber as a prerequisite for the unity of the Economic Organizations.

President Choucair announced the names of the list members that include: Mohamed Choucair , Mohamad Lamaa, Gaby Tamer , Nabil Fahed, Joumana Bassil Chelala, Sawsan Wazzan Jabri, Wissam Ariss, Chakib Chehab, Rabih Frem, Ahmad Hoteit, Hisham Itani, Mahmoud Matar, Sarkis Boudakian, Khalil Dagher, Ismail Ali Ismail, Hadi Nahhas.

After the elections of Sunday January 12th, 2014 in which Mohamed Choucair emerged victorious, he delivered a speech in which he dedicated his triumph to Economic Organizations , to businessmen from various sectors, and to the safety and security of Lebanon, wishing it becomes a strong, prosperous and active nation in the region and the world.

Choucair added this victory was a clear message that only in strength and unity can one fulfill development, productivity and competitiveness, innovation and safeguard of the national economy, both in public and private sectors.

He noted that it is together as one entity that the economy can return to the path of growth and advancement, and everyone's participation, without any exception, is threatened when the country is threatened.

He concluded by demanding that the formation of the new Lebanese government comes to light soon as the country is threatened, and all the institutions cannot afford any further burdens. He added that without a government, the nation cannot function properly.

Finally, he paid tribute to all the board of directors who have previously pledged to build on their achievements to keep the Chamber of Beirut and Mount the pillar of the economy, the first line of defense of the interests of the private sector. He thanked all Economic Organizations , traders and industrialists associations, and businessmen who declared their support to serve the economy and the focus of efforts to restore its well-being, saying that it is important to back up

The newly elected board members with Minister Nicolas Nahas, Minister Freij Sabounjian, President Adnan Kassar & Dr. François Bassil

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

"INTERNATIONAL CONFERENCE AND EXHIBITION OF THE IRAQI EDUCATION"

Location: Baghdad-Iraq
Date: 06- 07 April, 2014

This event is organized by the International Fairs and Promotion (IFP) in Iraq.

For more information:
Email: Anmar.zubaidy@ifpiraq.com
info@ifpiraq.com

EXHIBITIONS

"DEFENSE, SECURITY AND INTERNATIONAL AVIATION"

Location: Baghdad-Iraq
Date: 01- 04 March, 2014

This event is organized by the United Company for fairs and Conferences.

For more information:
Phone: +9647806666661
Email: falah.h@unfco.com

.....

"IN SHAPE"

Location: Beirut-Lebanon
Venue: Biel
Date: 07- 10 March, 2014

This is a Health, Beauty and Fitness Fair.

For more information:
Phone: +9615456745
Fax: +9615456746
Email: Info@inshapefair.com

.....

"MARBLE IZMIR 2014"

Location: Izmir-turkey
Date: 26- 29 March, 2014

This is a Natural Stone Technology Fair.

For more information:
Website: www.marble.izfas.com.tr

.....

"MAGIC OF ARAB WOMAN"

Location: Riyadh- Kingdom of Saudi Arabia
Date: 08- 10 April, 2014

This is an international Fashion and Beauty Fair.

For more information:
Phone: +96648303987
Email: info@ma-woman.com
Website: www.ma-woman.com

.....

"OLIVTECH 2014"

Location: Izmir-Turkey
Date: 10-13 April, 2014

This is an Olive, Olive Oil and Technology Fair.

For more information:
Email: ozlem.kalmaz@izmirfair.com.tr;
Website: www.olivtech.izfas.com.tr

.....

"PLASTECH IZMIR 2014"

Location: Izmir-turkey
Date: 11-14 April, 2014

This is a Plastic, Packaging and Technology Fair.

For more information:
Phone: +90-232-497 12 37
Fax: +90-232-497 12 38/39
Email: demet.karasu@izmirfair.com.tr
Website: www.plastech.izfas.com.tr

.....

"NBI EXPO - NATION BRANDING & INVESTMENT EXPO 2014"

City: Eindhoven-The Netherlands
Date: 06-08 May 2014

This event is a platform for the promotion of investment and trade opportunities by governmental institutions and leading worldwide enterprises.

For more information:
Phone: +31(0)402463626
Fax: +31(0)402445333
Email: info@nbiexpo.com

.....

"XYLEXPO"

City: Rho-Italy
Venue: Milan Fairgrounds
Date: 13-17 May 2014

This event is an international woodworking technology and components for the furniture industry.

For more information:
Mr. Samir Saleme (Italian Trade Commission in Beirut)
Phone: +9615959640
Fax: +9615959644
Email: s.salameh@ice.it
Website: www.xylexpo.com

.....

"RIYADH INTERNATIONAL CONVENTION AND EXHIBITION CENTER"

City: Riyadh-Kingdom of Saudi Arabia
Date: 17-20 May 2014

This event is going to be held under the auspices of the Custodian of the two Holy Mosques King Abdullah bin Abdul Aziz and under The Supervision of the Saudi Ministry of Commerce and Industry.

For more information:

Phone: +966 11 46 212 75 / +966114602893
Email: info@alagat.com.sa
mouafi@alagat.com.sa
Website: www.riyadhinterexpo.com

.....

"CARRARA MARMOTEC 2014"

City: Italy
Date: 21-24 May 2014

This is the 32nd event specialized in Marble, Technology and Design.

For more information:
Website: www.carraramarmotec.com

.....

"INELEX 2014"

City: Izmir-Turkey
Venue: Izmir International Exhibition Center
Date: 23-25 May 2014

This event is specialized in Elevators and Elevators Technology.

For more information:
Phone: +905360106785
Fax: +902326438623
Email: info@joudy-group.com / joudy.expo@yahoo.com
Website: www.joudygroup.com

.....

"BEAUTY EURASIA 2014"

City: Istanbul-Turkey
Venue: Istanbul Expo Center
Date: 12-14 June 2014

This event is the 10th International Exhibition for Cosmetics, Beauty & Hair.

For more information:

Phone: +902126033333
Fax: +902126033334
Email: info@beautyeurasia.com
Website: www.beautyeurasia.com

.....

"FRUVEG EXPO SHANGHAI 2014"

City: China
Venue: Shanghai Convention & Exhibition Center of International Sourcing. FruVeg Expo
Date: 20-22 November 2014

This international Fruit & Vegetable trade fair is organized by China Chamber of Commerce for Import and Export of Foodstuffs, Native Produce & Animal By-Products (CFNA), and many other partners are co-organizers.

For more information:

Phone: +86 21 60909581
Fax: +86 21 60909591
Email: sales@fruvegexpo.com
Website: www.fruvegexpo.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

"KYM CABLE"

Location: Istanbul-Turkey

This company is specialized in all kinds of low voltage energy cables including XLPE and halogen free cables and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +902163942301-02-03
Fax: +90216 394 23 04
Email: info@kymcablo.com
Website: www.kymkablo.com

.....

"KHANDJI AND RAMMAH"

Location: Damascus-Syria

This company is specialized in the production of hair shampoos and dyes and is seeking Lebanese distributors for its products.

For more information:
Email: khandji.rammah@gmail.com

.....

"SYMAX LIFT (CHINA) CO., LTD"

Location: China

This company focuses on the development, manufacture, sales, and service of elevator and escalator product and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:
Phone: +86 21 68873777-8208
Fax: +86 21 68875757
Email: jasmine@symaxlift.com
Website: www.symaxlift.com

.....

"REPANIS ESTATE"

Location: Greece

This company is specialized in the production of Greek wine and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +302106837390
Fax: +302109931989
Email: exports@repanis.gr
Website: www.repanis.gr

.....

"FRD CENTER MARKET ENTRY SERVICES ROMANIA"

Location: Bucharest-Romania

This company is specialized in the commercial and investment opportunities in Romania.

For more information:

Phone: +40214111459
Email: europa@frdcenter.ro
Website: www.market-entry.ro

.....

"SELVANIA"

Location: Italy

This company is specialized in project, development and production of semi finished product suited for cake industry and is seeking Lebanese partnerships.

For more information:

Phone: +39024459162
Fax: +39024453004
Email: area.commerciale@selvania.com
Website: www.selvania.com

.....

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

OUR SERVICES

MEMBERSHIP & CERTIFICATION

Provides Membership Certificates to member companies as well as Certificates of Origin for goods exported from Lebanon and endorses invoices in relation to this process. Also offers services in relation to the authentication of documents for commercial and industrial member companies.

T: 1314 | Membership ext: 1110 | Authentication ext: 1210
Email: membership@ccib.org.lb

EVENTS

Within the same framework, the Chamber organizes business events, seminars, conferences and B2B matching events in addition to arranging logistics such as catering, flight reservations, accommodation bookings and transportation for foreign companies willing to develop trade relations, business ventures and investments in the Lebanese market.

T: 1314 Ext: 163
Email: events@ccib.org.lb

GS1 LABELING SERVICES

"GS1 Lebanon", the sole representative of GS1 in Lebanon, is a leading global organization dedicated to the design and implementation of global standards and solutions to improve the efficiency of the supply and demand chains on a global scope and across sectors.

T: 1314 Ext: 1310
Email: gs1@ccib.org.lb

AGRIBUSINESS SERVICES

The Chamber provides a wide range of agribusiness services including technical and market information, export requirements, marketing standards, trade statistics, and micro services to farmers and agricultural enterprises.

T: 1314 Ext: 18
Email: agriculture@ccib.org.lb

BUSINESS TRAINING CENTER

Provides highly qualified and professional training programs within the objective of satisfying the needs and requirements of the SMEs. These training programs encompasses long term cycles, targets seminars and customized tailored modules in the fields of business, management, finance and taxation.

T: 1314 Ext: 15
Email: training@ccib.org.lb

LEBANESE ARBITRATION CENTER (LAC)

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon, specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts. LAC operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

T: 1314 Ext: 171
Email: arbitration@ccib.org.lb

ATA & TIR CARNETS

ATA Carnet (Temporary Admission) simplifies temporary importation of goods, professional equipment, and commercial samples. TIR Carnet (Transports Internationaux Routiers) is designed to speed up border – crossing of merchandises. The Chamber is the accredited body of issuing and guaranteeing ATA & TIR Carnets in Lebanon.

T: 1314 Ext: 132
Email: ata-tir@ccib.org.lb

LEBANESE MEDIATION CENTER

The LMC is the first private center of commercial mediation in Beirut, established in 2012 by the Chamber.
The LMC advises and helps local and foreign businesses resolve their commercial differences and disputes in an amicable, time and cost effective way through providing high quality mediation services.

T: 1314 Ext: 172
Email: mediation@ccib.org.lb

CENTER FOR ECONOMIC RESEARCH (CER)

Prepares annual reference publications that include analytical reports on the Lebanese economy and the investment environment, surveys and position papers on central and controversial economic issues. CER provides, as well, support to SMEs and young entrepreneurs in the framework of FARO and Credit Guarantee Fund.

T: 1314 Ext: 14
Email: cer@ccib.org.lb

DEVELOPMENT PROJECTS

The Chamber participates in the implementation of development projects financed by international organizations. The aim of these projects is to provide support and technical assistance to Lebanese enterprises mainly SMEs.

T: 1314 Ext: 164
Email: projects@ccib.org.lb / devprojects@ccib.org.lb

EXTERNAL RELATIONS

The Chamber organizes business delegations within the objective to explore new markets for member companies. It also strives to enhance the role of the Lebanese Joint Business Councils as the most effective tool to boost the bilateral economic, trade and investment relations between businesses in Lebanon and foreign countries.

T: 1314 Ext: 162
Email: relex@ccib.org.lb / bucolec@ccib.org.lb

FARO

FARO is a financial support fund intended to help enterprises turn their innovative products, services or innovative business model into permanent competitive advantages. FARO offers up to $20.000 loans to innovative companies at a maximum of 1 percent interest with flexible repayment schedule.

T: 01 35 31 90 ext 269
Email: cer@ccib.org.lb

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat, **Administrateur:** Elham Chehaimi Rahal, **Rédacteurs:** Marilyne Jallad, Phillippine De Clermont Tonerre, Youmna Naufal, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb